

être aussi raisonnable et responsable qu'eux dans la gestion de ses finances, et qui veulent tellement contribuer à la richesse commune, ont inondé mon bureau de messages de protestation contre un budget qui va, selon eux, nous mener directement à la catastrophe.

J'aurais préféré qu'il en soit autrement, que les ministres aient seulement commis quelques erreurs ici et là. Après tout, ce sont de simples mortels comme nous. Mais le budget est tellement insuffisant à tous les points de vue que mes électeurs d'Eglinton—Lawrence ne veulent plus que je me contente de le critiquer, ils veulent que je travaille à sa perte.

Quelle autre fin peut mériter un document aussi dépourvu de planification pour l'avenir de notre pays, un document qui ne permet pas de relever courageusement les défis de l'avenir, un document aussi vide de sens et d'un esprit aussi vil? Mes électeurs, qui tiennent tellement à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, demandent si ce budget conservateur réactionnaire—dans le sens socio-économique du terme—a pour seul but de prouver qu'un gouvernement incapable d'embrasser de vastes objectifs socio-économiques est assez mesquin pour dire encore: «Nous avons remporté les élections. Nous allons maintenant vous le faire regretter».

Nous avons eu de nombreux exemples de cette désinvolture, de cette étroitesse d'esprit du gouvernement depuis quatre ans, alors que l'économie canadienne enregistrerait fortuitement une forte croissance, quoique localisée. Certains parleraient même d'une croissance sans précédent.

Évidemment, le gouvernement a alors eu la chance inespérée de voir gonfler ses recettes, car un plus grand nombre de Canadiens se retrouvaient parmi la population active et gagnaient de l'argent grâce à leur propre entreprise ou à celle d'autrui. Et il y avait donc une diminution du nombre de personnes qui dépendaient des programmes sociaux. Tout individu doué de raison aurait pu penser que pendant ces années d'abondance le gouvernement en profiterait pour atténuer les disparités et investir dans l'avenir du Canada. Mais non. La myopie des conservateurs au contraire s'est implantée.

En quatre ans, le budget de la formation professionnelle a été réduit de 27 p. 100, passant de 2,2 à 1,6 milliard de dollars. Et l'aide des conservateurs en matière de R & D,

si importante du point de vue de la compétitivité internationale, a aussi diminué au cours de la même période.

Mais que pouvions-nous espérer d'un gouvernement conservateur qui s'est contenté d'assister à une concentration de la richesse qui s'exerçait si impunément que les fusions et prises de contrôle ont augmenté d'environ 48 p. 100, ce qui fait que maintenant, les 25 entreprises les plus importantes ont la mainmise sur 35 p. 100 de l'avoir économique du Canada?

Pouvait-on s'attendre à moins de la part d'un gouvernement qui a jugé bon d'accroître de 62 p. 100 les impôts des familles à faible ou moyen revenu, alors que—et je choisis mes mots—il a pris bien garde de n'imposer qu'une hausse de 8 p. 100 aux familles dont le revenu annuel s'élève à 100 000 dollars ou plus? Au lieu de prévoir pour l'avenir, les conservateurs ont cherché à régler des problèmes financiers à court terme en ponctionnant nos revenus.

Je sais que certains députés, des deux côtés de la Chambre, se demandent si les conservateurs ont été aussi durs pour tout le monde. Malheureusement, comme nous pouvons le constater, les Canadiens à revenus faible et moyen, supportent le gros des augmentations d'impôt alors que le gouvernement n'a appliqué aux revenus des sociétés qu'un taux d'imposition de 28 p. 100 au cours de la même période. En fait, les entreprises qui ont versé en gros 11 à 12 milliards de dollars en impôts sur le revenu ont reçu près de 9 milliards de dollars en subventions et ristournes d'impôt en 1987 seulement.

Tous les habitants d'Eglinton—Lawrence et d'ailleurs qui réfléchissent à la question sont sidérés d'apprendre qu'en pourcentage du PIB, l'impôt des sociétés a, en fait, diminué de 4 p. 100 sous le gouvernement conservateur alors que celui des particuliers a augmenté de 24 p. 100—soit la plus forte augmentation d'impôt de notre histoire. A quelles fins? Le gouvernement n'a certainement pas réglé notre problème d'endettement, et, si l'on se fie aux chiffres du ministre des Finances (M. Wilson) lui-même, il ne s'est même pas attaqué au déficit.

Sous le régime de ces grands gestionnaires, de ces merveilleux visionnaires et de ces bâtisseurs qui se targuent de tout savoir, la dette publique, qui était de 177 milliards de dollars et qui représentait 45 p. 100 du PIB en 1984 est passée, en 1988, à 321 milliards de dollars, soit 55 p. 100 du PIB, et elle ne cesse d'augmenter. Le déficit de 29 milliards de dollars prévu pour 1989 dépasse quand même de un milliard de dollars celui de l'année dernière, malgré toutes ces augmentations d'impôt.